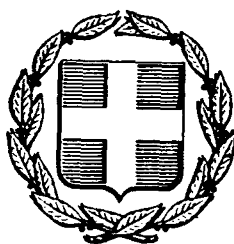


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 13 ΜΑΡΤΙΟΥ 1987	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 29

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1688

Κύρωση διεθνούς Σύμβασης κατά της σύλληψης ομήρων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδουμε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η διεθνής Σύμβαση κατά της σύλληψης ομήρων, που υπογράφηκε στη Νέα Υόρκη στις 18 Δεκεμβρίου 1979 υπό την αιγίδα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LA PRISE D'OTAGES

Les Etats parties à la présente Convention,

Ayant présents à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement des relations amicales et de la coopération entre les Etats,

Reconnaissant en particulier que chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne ainsi qu'il est prévu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Réaffirmant le principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes consacré dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, ainsi que dans les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

Considérant que la prise d'étages est un délit qui préoccupe gravement la communauté internationale et que, conformément aux dispositions de la présente Convention, quiconque commet un acte de prise d' otages doit être poursuivi ou extradé,

Convaincus de la nécessité urgente de développer une coopération internationale entre les Etats en ce qui concerne l'élaboration et l'adoption de mesures efficaces destinées à prévenir, réprimer et punir tous les actes de prise d'otages en tant que manifestations du terrorisme international,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. Commet l'infraction de prise d'otages au sens de la présente Convention, quiconque s'empare d'une personne (ci-après dénommée «otage») ou la détient et menace de la tuer, de la blesser ou de continuer à la détenir afin de contraindre une tierce partie, à savoir un Etat, une organisation internationale intergouvernementale, une personne physique ou morale ou un groupe de personnes, à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir en tant que condition explicite ou implicite de la libération de l'otage.

2. Commet également une infraction aux fins de la présente Convention, quiconque :

a) Tente de commettre un acte de prise d'otages ou

b) Se rend complice d'une personne qui commet ou tente de commettre un acte de prise d'otages.

Article 2.

Tout Etat partie réprime les infractions prévues à l'article premier de peines appropriées qui prennent en considération la nature grave de ces infractions

Article 3.

1. L'Etat partie sur la territoire duquel l'otage est détenu par l'auteur de l'infraction prend toutes mesures qu'il juge appropriées pour améliorer le sort de l'otage, notamment pour assurer sa libération et, au besoin, faciliter son départ après sa libération.

2. Si un objet obtenu par l'auteur de l'infraction du fait de la prise d'otages vient à être détenu à par un Etat partie, ce dernier le restitue dès que possible à l' otage ou à la tierce partie visée à l'article premier, selon le cas, ou à leurs autorités appropriées.

Article 4.

Les Etats parties collaborent à la prévention des infractions prévues à l'article premier, notamment :

a) En prenant toutes les mesures possibles afin de prévenir la préparation, sur leurs territoires respectifs, de ces infractions destinées à être commises à l'intérieur ou en dehors de leur territoire, y compris des mesures tendant à interdire sur leur territoire les activités illégales des individus, des groupes et des organisations qui encouragent, fomentent, organisent ou commettent des actes de prise d'otages;

b) En échangeant des renseignements et en coordonnant les mesures administratives et autres à prendre, le cas échéant, afin de prévenir la perpétration de ces infractions.

Article 5.

1. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'article premier, qui sont commises :

a) Sur son territoire ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans ledit Etat;

b) Par l'un quelconque de ses ressortissants, ou, si cet Etat le juge approprié, par les apatrides qui ont leur résidence habituelle sur son territoire;

c) Pour le contraindre à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir; ou

d) A l'encontre d'un otage qui est ressortissant de cet Etat lorsque ce dernier le juge approprié.

2. De même, tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'article premier dans le cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où l'Etat ne l'extrade pas vers l'un quelconque des Etats visés au paragraphe 1 du présent article.

3. La présente Convention n'exclut pas une compétence pénale exercée en vertu de la législation interne.

Article 6.

1. S'il estime que les circonstances le justifient, tout Etat partie sur le territoire duquel se trouve l' auteur présumé de l'infraction assure, conformément à sa législation, la détention de cette personne ou prend toutes autres mesures nécessaires pour s'assurer de sa personne, pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition. Cet Etat partie devra procéder immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits.

2. La détention ou les autres mesures visées au paragraphe 1 du présent article sont notifiées sans retard directement ou par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :

a) A l'Etat où l'infraction a été commise;

b) A l'Etat qui a fait l'objet de la contrainte ou de la tentative de contrainte;

c) A l'Etat dont la personne physique ou morale qui a fait l'objet de la contrainte ou de la tentative de contrainte a la nationalité ;

d) A l'Etat dont l'otage a la nationalité ou sur le territoire duquel il a sa résidence habituelle;

e) A l'Etat dont l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité ou, si celui-ci est apatride, à l'Etat sur le territoire duquel il a sa résidence habituelle;

f) A l'organisation internationale intergouvernementale qui a fait l'objet de la contrainte ou de la tentative de contrainte;

g) A tous les autres Etats intéressés.

3. Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 1 du présent article est en droit :

a) De communiquer sans retard avec le représentant compétent le plus proche de l'Etat dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilité à établir cette communication ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'Etat sur le territoire duquel elle a sa résidence habituelle;

b) De recevoir la visite d'un représentant de cet Etat.

4. Les droits visées au paragraphe 3 du présent article doivent s'exercer dans le cadre des lois et règlements de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction, étant entendu toutefois que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du paragraphe 3 du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article sont sans préjudice du droit de tout Etat partie, ayant établi sa compétence conformément au paragraphe 1 b) de l'article 5, d'inviter le Comité international de la Croix-Rouge à communiquer avec l'auteur présumé de l'infraction et à lui rendre visite.

6. L'Etat qui procède â l'enquête préliminaire visée au paragraphe 1 du présent article en communique rapidement les conclusions aux Etats ou à l'organisation mentionnée au paragraphe 2 du présent article et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 7.

L'Etat partie dans lequel une action pénale a été engagée contre l'auteur présumé de l'infraction en communique conformément à ses lois le résultat définitif au Sécrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe les autres Etats intéressés et les organisations internationales intergouvernementales intéressées.

Article 8.

1. L'Etat partie sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'infraction est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception, et que l'infraction ait été ou non commise sur son territoire, â ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale selon une procédure conforme à la législation de cet Etat. Ces aurotités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction de droit commun de nature grave conformément aux lois de cet Etat.

2. Toute personne contre laquelle une procédure est engagée en raison d'une des infractions prévues â l'article premier jouit de la garantie d'un traitement équitable â tous les stades de la procédure, y compris la jouissance de tous les droits et garanties prévus par la loi de l'Etat sur le territoire duquel elle se trouve.

Article 9.

1. Il ne sera pas fait droit à une demande d'extradition soumise en vertu de la présente Convention au sujet d'un auteur présumé de l'infraction si l'Etat partie requis a des raisons substantielles de croire :

a) Que la demande d'extradition relative à une infraction prévue à l'article premier a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne en considération de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique ou de ses opinions politiques; ou

b) Que la position de cette personne risque de subir un préjudice :

i) Pour l'une quelconque des raisons visées à l'alinéa a) du présent paragraphe, ou

ii) Pour la raison que les autorités compétentes de l'Etat ayant qualité pour exercer les droits de protection ne peuvent communiquer avec elle.

2. Relativement aux infractions définies dans la présente Convention, les dispositions de tous les traités et arrangements d'extradition applicables entre Etats parties sont modifiées entre ces Etats parties dans la mesure où elles sont incompatibles avec la présente Convention.

Article 10.

1. Les infractions prévues à l'article premier sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats parties. Les Etats parties s'engagent â comprendre ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d' extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d' extradition par un autre Etat partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, l'Etat requis a la latitude de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions prévues à l'article premier. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

3. Les Etats parties qui ne subordonnent pas l' extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions prévues à l'article premier comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats parties, les infractions prévues à l'article premier sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des Etats tenus d-établir leur compétence en vertu du paragraphe 1 de l'article 5.

Article 11.

1. Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions prévues à l'article premier, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article n'affectent pas les obligations relatives â l'entraide judiciaire stipulées dans tout autre traité.

Article 12.

Dans la mesure où les Conventions de Genève de 1949 pour la protection des victimes de la guerre ou les Protocoles additionnels à ces conventions sont applicables à un acte de prise d'otages particulier, et dans la mesure où les Etats parties à la présente Convention sont tenus, en vertu desdites conventions, de poursuivre ou de livrer l'auteur de la prise d'otages, la présente Convention ne s'applique pas à un acte de prise d' otages commis au cours de conflits armés au sens des Conventions de Genève de 1949 et des Protocoles y relatifs, y compris les conflits armés visés au paragraphe 4 de l'article premier du Protocole additionnel 1 de 1977, dans lesquels les peuples luttent contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et contre les régimes racistes, dans l'exercice du droit des peuples

à disposer d'eux-mêmes, consacré dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies.

Article 13.

La présente Convention n'est pas applicable lorsque l'infraction est commise sur le territoire d'un seul Etat, que l'otage et l'auteur présumé de l'infraction ont la nationalité de cet Etat et que l'auteur présumé de l'infraction est découvert sur le territoire de cet Etat.

Article 14.

Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme justifiant la violation de l'intégrité territoriale ou de l'indépendance politique d'un Etat en contravention de la Charte des Nations Unies.

Article 15.

Les dispositions de la présente Convention n'affecteront pas l'application des traités sur l'asile, en vigueur, à la date d'adoption de ladite Convention, en ce qui concerne les Etats qui sont parties à ces traités; mais un Etat partie à la présente Convention ne pourra invoquer ces traités à l'égard d'un autre Etat partie à la présente Convention qui n'est pas partie à ces traités.

Article 16.

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'est pas réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soummetre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout Etat pourra, au moment où il signera la présente Convention, la ratifiera ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article. Les autres Etats parties ne seront pas liés par lesdites dispositions envers un Etat partie qui aura formulé une telle réserve.

3. Tout Etat partie qui aura formulé une reserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 17.

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats, jusqu'au 31 décembre 1980, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés aurprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 18.

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d' adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d' adhésion.

Article 19.

1. Tout Etat partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 20.

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats.

EN FOI DE Quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à New York le 18 décembre 1979.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗ ΚΑΤΑ ΤΗΣ ΣΥΛΛΗΨΕΩΣ ΟΜΗΡΩΝ

Τα Κράτη μέρη της παρούσας Σύμβασης,

Έχοντας υπόψη τους σκοπούς και τις αρχές του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, που αφορούν τη διατήρηση της διεθνούς ειρήνης και της διεθνούς ασφάλειας και την ανάπτυξη των φιλικών σχέσεων και της συνεργασίας μεταξύ των κρατών,

Αναγνωρίζοντας ιδιαίτερα ότι ο καθένας έχει δικαίωμα στη ζωή, στην ελευθερία και στην ασφάλεια του προσώπου του, όπως αυτό προβλέπεται στην Παγκόσμια Διακήρυξη των Ανθρώπινων Δικαιωμάτων και στο Διεθνές Σύμφωνο για τα Αστικά και Πολιτικά Δικαιώματα,

Επαναβεβαιώνοντας την αρχή της ισότητας των δικαιωμάτων των λαών και του δικαιώματός τους για αυτοδιάθεση, το οποίο καθιερώθηκε στο Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών και στη Διακήρυξη τη σχετική με τις αρχές του διεθνούς δικαίου, που αφορούν τις φιλικές σχέσεις και τη συνεργασία μεταξύ των κρατών σύμφωνα με το Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, καθώς και στις άλλες σχετικές αποφάσεις της Γενικής Συνέλευσης,

Θεωρώντας ότι η σύλληψη ομήρων είναι έγκλημα που απασχολεί σοβαρά τη διεθνή κοινότητα και ότι, σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας σύμβασης, οποιοσδήποτε διαπράττει πράξη συλλήψεως ομήρων πρέπει να διωχθεί (ποινικά) ή να εκδοθεί,

Έχοντας πεισθεί για την επείγουσα ανάγκη να αναπτυχθεί η διεθνής συνεργασία μεταξύ των κρατών σε ό τι αφορά την εκπόνηση και την υιοθέτηση αποτελεσματικών μέτρων για την πρόληψη, την καταστολή και την τιμωρία όλων των πράξεων σύλληψης ομήρων ως εκδηλώσεων της διεθνούς τρομοκρατίας,

Συμφώνησαν τα ακόλουθα :

Άρθρο πρώτο.

1. Σύμφωνα με την έννοια της παρούσας Σύμβασης, διαπράττει το έγκλημα της σύλληψης ομήρων οποιοσδήποτε συλλαμβάνει ένα πρόσωπο (επονομαζόμενο εφεξής «όμηρος») ή το κρατά αιχμάλωτο και απειλεί ότι θα το σκοτώσει, θα το τραυματίσει ή ότι θα συνεχίσει να το κρατά αιχμάλωτο, με σκοπό να εξαναγκάσει ένα τρίτο μέρος, δηλαδή ένα κράτος, μια διεθνή διακυβερνητική οργάνωση, ένα φυσικό ή νομικό πρόσωπο ή μία ομάδα προσώπων, να προβεί σε μια οποιαδήποτε πράξη ή να την αποφύγει ως

ρητή ή σιωπηρή προϋπόθεση της απελευθέρωσης του ομήρου.

2. Κατά την παρούσα Σύμβαση, διαπράττει επίσης έγκλημα οποιοσδήποτε :

α) Επιχειρεί να διαπράξει μια πράξη σύλληψης ομήρων ή

β) γίνεται συνεργός προσώπου που διαπράττει ή επιχειρεί να διαπράξει μία πράξη σύλληψης ομήρων.

Άρθρο 2.

Κάθε κράτος μέρος τιμωρεί τα εγκλήματα που προβλέπονται στο άρθρο πρώτο με τις κατάλληλες ποινές λαμβάνοντας υπόψη τη σοβαρή φύση των εγκλημάτων αυτών.

Άρθρο 3.

1. Το Κράτος μέρος, στο έδαφος του οποίου κρατείται ο όμηρος από το δράστη του εγκλήματος, λαμβάνει όλα τα μέτρα που κρίνει κατάλληλα για να βελτιώσει την τύχη του ομήρου, κυρίως για να επιτύχει την απελευθέρωσή του και, εν ανάγκη, να διευκολύνει την αναχώρησή του μετά την απελευθέρωσή του.

2. Αν ένα αντικείμενο, που απέκτησε ο δράστης του εγκλήματος από τη σύλληψη ομήρων, περιέλθει στην κατοχή ενός κράτους μέρους, το κράτος αυτό το αποδίδει, μόλις είναι δυνατό, στον όμηρο ή στο τρίτο μέρος που αναφέρεται στο άρθρο πρώτο, ανάλογα με την περίπτωση, ή στις αρμόδιες αρχές τους.

Άρθρο 4.

Τα κράτη μέρη συνεργάζονται για την πρόληψη των εγκλημάτων που προβλέπονται στο άρθρο πρώτο, ειδικά :

α) Λαμβάνοντας όλα τα δυνατά μέτρα για την πρόληψη της προετοιμασίας στα αντίστοιχα εδάφη τους των εγκλημάτων αυτών που πρόκειται να διαπραχθούν στο εσωτερικό του εδάφους τους ή έξω από αυτό, συμπεριλαμβανομένων και των μέτρων που σκοπό έχουν να απαγορεύσουν στο έδαφός τους τις παράνομες δραστηριότητες των ατόμων, των ομάδων και των οργανώσεων που ενθαρρύνουν, υποθάλπουν, οργανώνουν ή διαπράττουν πράξεις συλλήψεως ομήρων.

β) Ανταλλάσσοντας πληροφορίες και συντονίζοντας τα διοικητικά και άλλα μέτρα που πρέπει να ληφθούν ενδεχομένως, ώστε να προληφθεί η διάπραξη των εγκλημάτων αυτών.

Άρθρο 5.

1. Κάθε κράτος μέρος λαμβάνει τα απαραίτητα μέτρα για να καθορίσει τη δικαιοδοσία του, ώστε να εκδικάζει τα εγκλήματα που προβλέπονται στο άρθρο πρώτο και τα οποία διαπράττονται :

α) στο έδαφός του ή σ' ένα πλοίο ή αεροσκάφος κατα-χωρημένο στο εν λόγω κράτος·

β) από οποιονδήποτε πολίτη του, ή, εάν το κράτος αυτό το κρίνει ενδεδειγμένο, από τους απάτριδες που έχουν συνήθη τους διαμονή στο έδαφός του·

γ) για να εξαναγκαστεί το κράτος να εκτελέσει μια οποιαδήποτε πράξη ή να την αποφύγει· ή

δ) εναντίον ομήρου που είναι πολίτης του κράτους αυτού, όταν το κράτος αυτό το κρίνει ενδεδειγμένο.

2. Επίσης, κάθε κράτος μέρος λαμβάνει τα απαραίτητα μέτρα για να καθορίσει τη δικαιοδοσία του, ώστε να δικάζει τα εγκλήματα που προβλέπονται στο άρθρο πρώτο, στην περίπτωση που ο φερόμενος ως δράστης του εγκλήματος βρίσκεται στο έδαφός του και τον οποίο το κράτος δεν εκδίδει σε κάποιο από τα κράτη που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου.

3. Η παρούσα Σύμβαση δεν αποκλείει την ποινική δικαιοδοσία που ασκείται δυνάμει της εσωτερικής νομοθεσίας.

Άρθρο 6.

1. Εάν κρίνει ότι οι περιστάσεις το δικαιολογούν, κάθε κράτος μέρος, στο έδαφος του οποίου βρίσκεται ο φερόμενος ως δράστης του εγκλήματος προβαίνει, σύμφωνα με τη νομοθεσία του, στην κράτηση του προσώπου αυτού ή λαμβάνει κάθε άλλο αναγκαίο μέτρο για την εξασφάλιση της παρουσίας του, κατά τη διάρκεια της απαραίτητης χρονικής περιόδου για την έναρξη της ποινικής δίωξης ή της διαδικασίας έκδοσης. Αυτό το κράτος μέρος πρέπει να διενεργήσει αμέσως προκαταρκτική έρευνα προκειμένου να αποδειχθούν τα γεγονότα.

2. Η κράτηση ή τα άλλα μέτρα που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου γνωστοποιούνται χωρίς καθυστέρηση απευθείας ή με τη μεσολάβηση του Γενικού Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών :

α) στο κράτος όπου διαπράχθηκε το έγκλημα·

β) στο κράτος το οποίο υπήρξε αντικείμενο του εξαναγκασμού ή της απόπειρας εξαναγκασμού·

γ) στο κράτος του οποίου την εθνικότητα έχει το φυσικό ή νομικό πρόσωπο που υπήρξε αντικείμενο του εξαναγκασμού ή της απόπειρας εξαναγκασμού·

δ) στο κράτος του οποίου ο όμηρος έχει την εθνικότητα ή στο έδαφος του οποίου έχει τη συνήθη διαμονή του·

ε) στο κράτος του οποίου ο φερόμενος ως δράστης του εγκλήματος έχει την εθνικότητα ή, εάν αυτός είναι άπατρις, στο κράτος στο έδαφος του οποίου έχει τη συνήθη διαμονή του·

στ) στο διεθνή διακυβερνητικό οργανισμό που υπήρξε το αντικείμενο του εξαναγκασμού ή της απόπειρας εξαναγκασμού·

ζ) σε όλα τα άλλα ενδιαφερόμενα κράτη.

3. Κάθε πρόσωπο κατά του οποίου λαμβάνονται τα μέτρα που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου έχει το δικαίωμα :

α) να επικοινωνεί χωρίς καθυστέρηση με τον πλησιέστερο αρμόδιο εκπρόσωπο του κράτους του οποίου έχει την εθνικότητα ή με εκείνον που είναι με άλλον τρόπο εξουσιοδοτημένος να εξασφαλίσει την επικοινωνία αυτή ή, εάν πρόκειται για άπατρι, με τον εκπρόσωπο του κράτους στο έδαφος του οποίου έχει τη συνήθη διαμονή του·

β) να δέχεται την επίσκεψη ενός εκπροσώπου του κράτους αυτού.

4. Τα δικαιώματα που προβλέπονται στην παράγραφο 3 του άρθρου αυτού πρέπει να ασκούνται στα πλαίσια των νόμων και των κανονισμών του κράτους στο έδαφος του οποίου βρίσκεται ο φερόμενος ως δράστης του εγκλήματος. Πάντως εξυπακούεται, ότι οι νόμοι και οι κανονισμοί αυτοί πρέπει να επιτρέπουν την πλήρη πραγματοποίηση των σκοπών για τους οποίους παρέχονται τα δικαιώματα αυτά δυνάμει της παραγράφου 3 του παρόντος άρθρου.

5. Οι διατάξεις των παραγράφων 3 και 4 του άρθρου αυτού δε θίγουν το δικαίωμα κάθε κράτους μέρους, που έχει καθορίσει τη δικαιοδοσία του σύμφωνα με την παράγραφο 1 β) του άρθρου 5, να καλεί τη Διεθνή Επιτροπή του Ερυθρού Σταυρού να επικοινωνεί με το φερόμενο ως δράστη του εγκλήματος και να τον επισκέπτεται.

6. Το κράτος το οποίο προβαίνει στην προκαταρκτική έρευνα που προβλέπεται στην παράγραφο 1 αυτού του άρθρου ανακοινώνει σύντομα τα συμπεράσματα στα κράτη ή στον οργανισμό που αναφέρεται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου και τα πληροφορεί εάν σκοπεύει να ασκήσει τη δικαιοδοσία του.

Άρθρο 7.

Το κράτος μέρος, στο οποίο έχει αρχίσει μια ποινική διαδικασία κατά του φερομένου ως δράστη του εγκλήματος, ανακοινώνει, σύμφωνα με τους νόμους του, το οριστικό

αποτέλεσμα στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, ο οποίος το πληροφορεί στα άλλα ενδιαφερόμενα κράτη και τους ενδιαφερόμενους διεθνείς διακυβερνητικούς οργανισμούς.

Άρθρο 8.

1. Το κράτος μέρος στο έδαφος του οποίου ανακαλύπτεται ο φερόμενος ως δράστης του εγκλήματος, εάν δεν τον εκδόσει, διαβιβάζει την υπόθεση, χωρίς καμία εξαίρεση, τόσο εάν το έγκλημα διαπράχθηκε στο έδαφός του όσο και αν δε διαπράχθηκε εκεί, στις αρμόδιες αρχές του, ώστε να ασκήσουν την ποινική δίωξη σύμφωνα με τη διαδικασία της νομοθεσίας του κράτους αυτού. Οι αρχές αυτές αποφασίζουν υπό τους ίδιους όρους, όπως και για κάθε έγκλημα του κοινού δικαίου σοβαρής φύσης, σύμφωνα με τους νόμους του κράτους αυτού.

2. Κάθε πρόσωπο εναντίον του οποίου έχει αρχίσει μια ποινική διαδικασία για ένα από τα εγκλήματα που προβλέπονται στο άρθρο πρώτο απολαμβάνει της εγγυήσεως μιας δίκαιης μεταχείρισης σε όλα τα στάδια της διαδικασίας, όπου περιλαμβάνονται όλα τα δικαιώματα και οι εγγυήσεις που προβλέπονται από τη νομοθεσία του κράτους στο έδαφος του οποίου βρίσκεται το πρόσωπο.

Άρθρο 9.

1. Δε θα ικανοποιείται αίτηση έκδοσης του φερόμενου ως δράστη του εγκλήματος που υποβάλλεται δυνάμει της παρούσας Σύμβασης, εάν το κράτος προς το οποίο απευθύνεται αυτή έχει ουσιώδεις λόγους να πιστεύει :

α) ότι η αίτηση έκδοσης η σχετική με ένα έγκλημα που προβλέπεται στο άρθρο πρώτο έχει υποβληθεί με σκοπό να διωχθεί ή να τιμωρηθεί ένα πρόσωπο λόγω της φυλής του, της θρησκείας του, της υπηκοότητάς του, της εθνικότητάς του ή των πολιτικών του πεποιθήσεων· ή

β) ότι η θέση αυτού του προσώπου κινδυνεύει να υποστεί βλάβη :

ι) για έναν οποιονδήποτε από τους λόγους που αναφέρονται στο εδάφιο α) της παραγράφου αυτής, ή

ιι) για το λόγο ότι οι αρμόδιες αρχές του κράτους, που είναι εξουσιοδοτημένες ν' ασκούν τα δικαιώματα προστασίας, δεν μπορούν να επικοινωνούν με το πρόσωπο αυτό.

2. Σχετικά με τα εγκλήματα, τα οποία καθορίζονται στη Σύμβαση αυτήν, οι διατάξεις όλων των Συνθηκών και Συμφωνιών έκδοσης που εφαρμόζονται μεταξύ κρατών μερών τροποποιούνται μεταξύ αυτών των κρατών μερών στο μέτρο που είναι ασυμβίβαστες με την παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 10.

1. Τα εγκλήματα που προβλέπονται στο άρθρο πρώτο συμπεριλαμβάνονται αυτοδικαίως ως περίπτωση έκδοσης σε κάθε Συνθήκη έκδοσης που έχει συναφθεί μεταξύ κρατών μερών. Τα κράτη μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να περιλάβουν τα εγκλήματα αυτά ως περιπτώσεις έκδοσης σε κάθε Συνθήκη έκδοσης που πρόκειται να συνάψουν μεταξύ τους.

2. Εάν σε ένα κράτος μέρος, το οποίο εξαρτά την έκδοση από την ύπαρξη μιας Συνθήκης, υποβληθεί αίτηση έκδοσης από ένα άλλο κράτος μέρος, με το οποίο δεν είναι δεσμευμένο με Συνθήκη έκδοσης, το κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση έχει την ευχέρεια να θεωρήσει, ότι η παρούσα Σύμβαση αποτελεί τη νομική βάση της έκδοσης σε ό,τι αφορά τα εγκλήματα τα οποία προβλέπονται στο άρθρο πρώτο. Η έκδοση υπάγεται στους άλλους όρους που προβλέπονται από το δίκαιο του κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.

3. Τα κράτη μέρη, που δεν εξαρτούν την έκδοση από την ύπαρξη Συνθήκης, αναγνωρίζουν τα εγκλήματα που προβλέπονται στο άρθρο πρώτο ως περιπτώσεις έκδοσης μεταξύ τους υπό τους όρους που προβλέπονται από το δίκαιο του κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.

4. Μεταξύ των κρατών μερών, τα εγκλήματα που προβλέπονται στο άρθρο πρώτο θεωρούνται, για το σκοπό της έκδοσης, σαν να έχουν διαπραχθεί τόσο στον τόπο της τέλεσής τους όσο και στο έδαφος των κρατών που πρέπει να καθορίσουν τη δικαιοδοσία τους δυνάμει της παραγράφου 1 του άρθρου 5.

Άρθρο 11.

1. Τα κράτη μέρη παρέχουν αμοιβαία την όσο το δυνατό μεγαλύτερη δικαστική συνδρομή σε κάθε ποινική διαδικασία σχετική με τα εγκλήματα που προβλέπονται στο άρθρο πρώτο, στην οποία περιλαμβάνεται η ανακοίνωση όλων των αποδεικτικών στοιχείων που διαθέτουν και τα οποία είναι απαραίτητα για τη διαδικασία.

2. Οι διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου δεν επηρεάζουν τις υποχρεώσεις τις σχετικές με τη δικαστική συνδρομή που ορίζονται σε κάθε άλλη Συμφωνία.

Άρθρο 12.

Στο μέτρο που οι Συμβάσεις της Γενεύης του 1949 για την προστασία των θυμάτων του πολέμου ή τα πρόσθετα πρωτόκολλα των Συμβάσεων αυτών εφαρμόζονται σε μία ιδιαίτερη πράξη σύλληψης ομήρων και στο μέτρο που τα κράτη μέρη της παρούσας Σύμβασης είναι υποχρεωμένα, δυνάμει των Συμβάσεων αυτών, να ασκήσουν ποινική δίωξη ή να παραδώσουν το δράστη της σύλληψης ομήρων, η παρούσα Σύμβαση δεν εφαρμόζεται σε μια πράξη σύλληψης ομήρων, η οποία διαπράχθηκε κατά τη διάρκεια ένοπλων συρράξεων υπό την έννοια των συμβάσεων της Γενεύης του 1949 και των σχετικών πρωτοκόλλων, συμπεριλαμβανομένων και των ένοπλων συρράξεων που προβλέπονται στην παράγραφο 4 του άρθρου πρώτου του πρόσθετου πρωτοκόλλου Ι του 1977, σύμφωνα με τις οποίες οι λαοί αγωνίζονται κατά της αποικιοκρατίας και της ξένης κατοχής και κατά των ρατσιστικών καθεστώτων, στα πλαίσια της άσκησης του δικαιώματος των λαών για αυτοδιάθεση, δικαίωμα που καθιερώθηκε από το Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών και τη Διακήρυξη τη σχετική με τις αρχές του διεθνούς δικαίου, που αφορούν τις φιλικές σχέσεις και τη συνεργασία μεταξύ των κρατών σύμφωνα με το Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 13.

Η παρούσα Σύμβαση δεν εφαρμόζεται όταν το έγκλημα διαπράττεται στο έδαφος ενός μόνο κράτους, όταν ο όμηρος και ο φερόμενος ως δράστης του εγκλήματος έχουν την εθνικότητα του κράτους αυτού και όταν ο φερόμενος ως δράστης του εγκλήματος ανακαλύπτεται στο έδαφος του κράτους αυτού.

Άρθρο 14.

Στην παρούσα Σύμβαση τίποτε δεν μπορεί να ερμηνευθεί ότι αποτελεί δικαιολογητικό λόγο για παραβίαση της εδαφικής ακεραιότητας ή της πολιτικής ανεξαρτησίας ενός κράτους κατά παράβαση του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 15.

Οι διατάξεις της παρούσας Σύμβασης δε θα επηρεάσουν την εφαρμογή των Συνθηκών για το άσυλο, που ισχύουν κατά την ημερομηνία υιοθέτησης της Σύμβασης αυτής σε ότι αφορά τα κράτη μέρη που είναι σ' αυτές τις Συνθήκες· αλλά ένα κράτος μέρος της παρούσας Σύμβασης δε θα μπορεί να επικαλεσθεί τις Συνθήκες αυτές ως προς ένα άλλο κράτος μέρος της Σύμβασης αυτής που δεν είναι μέρος των Συνθηκών αυτών.

Άρθρο 16.

1. Κάθε διαφορά μεταξύ δύο ή περισσότερων κρατών μερών, που αφορά στην ερμηνεία ή στην εφαρμογή της

παρούσας Σύμβασης και η οποία δε διευθετείται με την οδό των διαπραγματεύσεων, υποβάλλεται σε διαιτησία, μετά από αίτηση του ενός από αυτά τα κράτη. Εάν, μέσα σε έξι μήνες μετά την ημερομηνία της αίτησης διαιτησίας, τα μέρη δεν κατορθώσουν να συμφωνήσουν για την οργάνωση της διαιτησίας, ένα οποιοδήποτε από τα μέρη αυτά μπορεί να υποβάλει τη διαφορά στο Διεθνές Δικαστήριο, καταθέτοντας μία αίτηση σύμφωνα με το Καταστατικό του Δικαστηρίου.

2. Κάθε κράτος θα μπορεί, τη στιγμή που θα υπογράψει την παρούσα Σύμβαση, θα την επικυρώσει ή θα προσχωρήσει σ' αυτή, να δηλώσει ότι δε θεωρείται δεσμευμένο από τις διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου. Τα άλλα κράτη μέρη δε θα δεσμεύονται από τις διατάξεις αυτές απέναντι σ' ένα κράτος μέρος που θα έχει διατυπώσει μια τέτοια επιφύλαξη.

3. Κάθε κράτος μέρος το οποίο θα έχει διατυπώσει μια επιφύλαξη, σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 2 του παρόντος άρθρου, θα μπορεί οποτεδήποτε να άρει την επιφύλαξη αυτή με μια γνωστοποίηση που απευθύνεται προς το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 17.

1. Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοικτή για υπογραφή από όλα τα κράτη μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1980, στην έδρα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, στη Νέα Υόρκη.

2. Η παρούσα Σύμβαση θα επικυρωθεί. Τα έγγραφα επικύρωσης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

3. Στην παρούσα Σύμβαση μπορεί να προσχωρήσει κάθε κράτος. Τα έγγραφα προσχώρησης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 18.

1. Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ την τριακοστή ημέρα μετά την ημερομηνία κατάθεσης στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών του εικοστού δεύτερου εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης.

2. Για καθένα από τα κράτη που θα επικυρώσουν τη Σύμβαση ή που θα προσχωρήσουν σ' αυτή μετά την κατάθεση του εικοστού δεύτερου εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης, η Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ την τριακοστή ημέρα μετά την κατάθεση απ' αυτό το κράτος του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησής του.

Άρθρο 19.

1. Κάθε κράτος μέρος μπορεί να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση με έγγραφη γνωστοποίηση, η οποία θα απευθύνεται προς το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

2. Η καταγγελία θα αρχίσει να ισχύει ένα χρόνο μετά την ημερομηνία λήψης της γνωστοποίησης από το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 20.

Το πρωτότυπο της παρούσας Σύμβασης, της οποίας το αγγλικό, αραβικό, κινεζικό, ισπανικό, γαλλικό και ρωσικό κείμενο έχουν την ίδια ισχύ, θα κατατεθεί στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, ο οποίος θα αποστείλει ακριβές κυρωμένο αντίγραφο σ' όλα τα κράτη.

ΣΕ ΠΙΣΤΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ οι υπογράφοντες, νόμιμα εξουσιοδοτημένοι γι' αυτό από τις οικείες κυβερνήσεις τους, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση, η οποία είναι ανοικτή για υπογραφή, στη Νέα Υόρκη τη 18η Δεκεμβρίου 1979.

Άρθρο δεύτερο.

Οι ελληνικοί ποινικοί νόμοι εφαρμόζονται σε ημεδαπούς και αλλοδαπούς για κάθε έγκλημα που προβλέπεται στο άρθρο πρώτο της Σύμβασης υπό τις προϋποθέσεις που ορίζονται στο άρθρο 5 αυτής.

Άρθρο τρίτο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται κατά τα προβλεπόμενα στο άρθρο 18 παρ. 2 αυτής.

Παραγγέλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 9 Μαρτίου 1987

ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ	**ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ**

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ

ΑΝΤΩΝΗΣ ΔΡΟΣΟΓΙΑΝΝΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η μεγάλη σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 12 Μαρτίου 1987

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ